

Questions au Feuilleton

LA PUBLICITÉ RELATIVE AU CONTRÔLE DES ARMES À FEU

Question n° 1370—M. Elzinga:

1. Quel est, par province, le nom des journaux qui ont publié le message: «Contrôle des armes à feu. L'important, c'est la vie» et, dans chaque cas, combien de fois a-t-il paru et à quel prix?

2. Combien a coûté au total la publication de ce message?

(Le document est déposé.)

LE JOURNAL ETHNIQUE

Question n° 1450—M. Mitges

1. Comment le Secrétariat d'État définit-il un «journal ethnique»?

2. a) Au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1977, b) depuis le 31 mars 1977, dans quels journaux ethniques le Ministère a-t-il inséré de la publicité et, dans chaque cas, pour quelle somme totale?

3. Sur quels critères le gouvernement se fonde-t-il pour déterminer les journaux ethniques pouvant recevoir la publicité gouvernementale?

(Le document est déposé.)

LES AVIONS EN PROVENANCE DE PAYS COMMUNISTES

Question n° 1553—M. Jones:

1. Combien d'avions en provenance de pays communistes, tels que l'Union soviétique, Cuba, la Pologne, la Tchécoslovaquie et autres, ont circulé chaque année aux aéroports de Dorval et de Montréal, de 1975 jusqu'à ce jour?

2. De quel genre d'avion s'agissait-il et quel objectif poursuivaient-ils chaque fois?

3. Combien de ces avions étaient en fait des avions militaires?

4. Combien de ces avions étaient en fait des avions de transport de troupes?

5. Combien de ces avions étaient des avions militaires de camouflage dont les numéros d'enregistrement et des pays étaient dissimulés et est-ce contraire au Règlement de l'air du Canada?

6. L'Union soviétique ou tout autre pays étranger a-t-elle des bases militaires secrètes au Canada et, dans l'affirmative, où sont-elles situées et quelles sont leurs activités?

7. Les cosmonautes soviétiques sont-elles connues du gouvernement, d'un ministre ou d'un ministère et, dans l'affirmative, certaines se trouvent-elles dans l'espace aérien du Canada ou des États-Unis et, si tel est le cas, où sont-elles situées et quel est leur but?

8. Existe-t-il au Canada des terroristes ou des militants formés à l'étranger et, dans l'affirmative, qui sont-ils, où sont-ils, pourquoi sont-ils autorisés à rester au Canada et sont-ils citoyens canadiens?

9. Le gouvernement, un ministre, un organisme d'état ou un ministère sait-il s'il existe des terroristes ou des militants résidant au Canada qui ont été formés à l'étranger et que d'autres le sont dans la perspective d'être envoyés au Canada? Veuillez donner des détails complets et préciser quelles mesures prend le gouvernement.

10. Combien de bureaux d'espionnage soviétique existent au Canada et combien de membres de l'armée soviétique sont stationnés à des points stratégiques au Canada, près des frontières américaines?

11. S'il y a lieu, combien y a-t-il de camps de guerrilleros dans chacune des provinces du Canada et à quel endroit?

(Le document est déposé.)

LES PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Question n° 1599—M. McGrath:

1. Quelle a été, en 1977, la ventilation mensuelle, par province, du nombre de personnes dont la période d'admissibilité aux prestations d'assurance-chômage a expiré?

2. Dans chaque province, combien de personnes ont reçu leurs prestations d'assurance-chômage pour la dernière fois en a) janvier, b) février, c) mars 1978?

3. Quelle est, par province, la ventilation mensuelle du nombre de personnes qui s'étaient inscrites auprès de Main-d'oeuvre Canada comme étant en chômage et à la recherche d'un emploi en 1977?

[M. Jones.]

4. Dans chaque province, combien de postes vacants figuraient dans les registres de Main-d'oeuvre Canada à la fin de chaque mois de 1977?

5. Dans chaque province, combien de personnes étaient inscrites dans les registres de Main-d'oeuvre Canada comme étant en chômage et à la recherche d'un emploi en a) janvier, b) février, c) mars 1978?

6. Dans chaque province, combien de postes vacants figuraient dans les registres de Main-d'oeuvre Canada à la fin de a) janvier, b) février, c) mars 1978?

7. Les renseignements demandés dans les Parties 1 à 6 sont-ils disponibles à Statistique Canada et sinon, pourquoi?

(Le document est déposé.)

LES AÉRONEFS

Question n° 1622—M. Mitges

1. Pour chacun des exercices financiers terminés le 31 mars a) 1976, b) 1977, c) 1978, combien d'aéronefs ayant atterri à Mirabel ou à Dorval venaient (i) d'Union soviétique (ii) de Pologne (iii) de Tchécoslovaquie (iv) de Cuba et, dans chaque cas, s'agissait-il de vols commerciaux, privés, militaires, réguliers ou non réguliers?

2. Dans chaque cas, le gouvernement a-t-il dû supporter des frais (sous forme de redevances d'usage de la radio ou de droits d'atterrissage)?

3. Pour chacun des exercices financiers terminés le 31 mars a) 1976, b) 1977, c) 1978, combien d'aéronefs canadiens ont transporté des passagers à destination de (i) l'Union soviétique (ii) la Pologne (iii) la Tchécoslovaquie (iv) Cuba et, dans chaque cas, s'agissait-il de vols commerciaux, privés ou militaires?

(Le document est déposé.)

LES SUBVENTIONS VERSÉES PAR L'ACDI

Question n° 1694—M. Epp:

1. En a) 1970, b) 1971, c) 1972, d) 1973, e) 1974, f) 1975, g) 1976, h) 1977, le gouvernement a-t-il subventionné certains organismes confessionnels par l'intermédiaire de l'A.C.D.I. et, dans l'affirmative, lesquels?

2. Pour les mêmes années, combien chaque organisme a-t-il reçu et pour quels projets?

(Le document est déposé.)

LA CLASSIFICATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

Question n° 1704—M. Alexander:

1. Au sujet de l'étude de la classification d'environ deux mille postes de la Fonction publique dans la région d'Ottawa-Hull, dans quel pourcentage des cas a) le Conseil du Trésor a-t-il entrepris des vérifications sur place pour confirmer la validité de la description de poste, b) les descriptions de poste ont-elles été tout simplement acceptées comme le reflet exact du travail exécuté et simplement comparé aux normes de classification sans vérification sur place?

2. a) Combien de postes au niveau (i) d'agents de direction supérieurs (SX) (ii) d'agents du personnel supérieurs ont été vérifiés et combien, dans chaque cas, ont été jugés faire l'objet d'une classification trop élevée, b) quel pourcentage des postes de chaque catégorie et groupe professionnels ont été jugés faire l'objet d'une classification trop élevée?

3. Combien de postes a) de sous-ministres adjoints principaux, b) de sous-ministres adjoints, c) de directeurs généraux, d) de directeurs ont été vérifiés et quel pourcentage des postes de chaque groupe ont été jugés faire l'objet d'une classification trop élevée?

4. Combien de postes au sein des bureaux de sous-ministres ont été vérifiés et combien ont été jugés faire l'objet d'une classification trop élevée?

5. Quels ministères avaient plus de 16 p. 100 de postes faisant l'objet d'une classification trop élevée?

6. De l'avis des vérificateurs du Conseil du Trésor, quels ministères effectuent des vérifications internes efficaces de classification et quels sont ceux qui n'en font pas?

7. Quel pourcentage des postes faisant l'objet d'une classification trop élevée sont occupés par des femmes?

(Le document est déposé.)